

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS POUR LES FOURNITURES DE LABORATOIRE

1.0 Introduction

Le gouvernement du Canada possède un vaste système de laboratoires fédéraux, régis par de nombreux ministères et organismes à vocation scientifique (MOVS), qui réalisent un large éventail d'activités scientifiques. Afin de réaliser des gains d'efficacité, de créer des synergies entre les programmes et de réduire les chevauchements entre les MOVS, le gouvernement du Canada a formé le groupe de la Gouvernance intégrée des laboratoires fédéraux (GILF). L'initiative GILF vise à concevoir une approche « à l'échelle de l'organisation » de l'infrastructure et des opérations des laboratoires en vue de réaliser des économies, de s'adapter aux demandes changeantes et de maintenir la capacité concurrentielle afin d'appuyer les mandats particuliers des MOVS et de contribuer à l'adoption d'une approche intégrée à l'égard de questions horizontales.

On a confié à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) la tâche de fournir un instrument d'approvisionnement qui satisfait aux objectifs suivants :

- permettre des gains d'efficacité dans les opérations des laboratoires;
- offrir des économies de coûts;
- faciliter l'achat d'articles en grand nombre;
- exploiter des économies d'échelle;
- intégrer de la souplesse pour les situations imprévues.

Les produits qui relèvent de la présente DDR sont des fournitures de laboratoire peu dispendieuses qui sont achetées de façon régulière. Les instruments et l'équipement de laboratoire feront l'objet d'un examen distinct à une date ultérieure. Une définition concise de fournitures de laboratoire est donnée à l'annexe A, ébauche de DOC, annexe A, Besoin.

2.0 Contexte

Une demande de renseignements (DDR) comportant des parties d'une ébauche de demande d'offre à commandes (DOC) a été publiée sur achatsetventes.gc.ca à l'intention de l'industrie en septembre 2013.

En août 2014, une nouvelle DOC a été publiée sur achatsetventes.gc.ca. La DOC comprenait une conférence des soumissionnaires et la rétroaction reçue pendant la conférence a entraîné l'annulation de la DOC.

À l'automne de 2014, TPSGC a procédé à un examen complet de tous les commentaires reçus à la suite de la DDR précédente, de la DOC et de la conférence des soumissionnaires, en plus de procéder à un examen des commentaires précédents reçus des ministères clients et des fournisseurs. Confronté au défi d'être sensible aux préoccupations de l'industrie tout en satisfaisant aux objectifs de la GILF, TPSGC a élaboré une nouvelle stratégie, présentée dans les présentes à l'industrie aux fins de rétroaction.

3.0 Contenu de la présente DDR

La présente DDR renferme les documents suivants :

1. le présent document, qui explique la justification à la base de nos décisions;
2. un exemplaire des parties de l'ébauche de DOC pour des fournitures de laboratoire joint en tant qu'annexe A;
3. un sondage joint en tant qu'annexe B.

4.0 Objet de la présente DDR

La présente DDR donnera à l'industrie des indications de l'orientation que prend TPSGC envers les fournitures de laboratoire.

Étant donné qu'il y a peu d'entreprises sur le marché qui offrent des fournitures de laboratoire ainsi que des produits chimiques de laboratoire, TPSGC traite ces deux catégories comme étant distinctes. Elles feront donc l'objet de deux instruments d'approvisionnement distincts. Même si le présent document et l'ébauche de DOC ont été rédigés pour des fournitures de laboratoire, à l'exception de quelques clauses propres à la catégorie, les mêmes critères d'évaluation et les mêmes modalités et conditions s'appliqueront aux deux catégories.

À la suite de la présente consultation, l'ébauche de DOC pourrait être modifiée afin de tenir compte des commentaires reçus, à la condition qu'ils soient de nature importante et qu'ils n'aient aucune incidence sur la capacité de TPSGC de satisfaire à ses objectifs.

Ce dossier ne comporte aucune exigence particulière relative au présent affichage. Il ne s'agit pas d'une demande de soumissions qui pourrait donner lieu à une offre à commandes. Le présent document n'a aucune incidence sur les besoins des laboratoires actuellement affichés sur achatsetventes.gc.ca.

5.0 Demandes de renseignements

Le Canada ne répondra pas nécessairement aux demandes de renseignements par écrit ou en faisant circuler des réponses à tous les répondants potentiels avant la date de clôture de la présente DDR. Toutefois, les répondants qui ont des questions concernant la présente DDR peuvent les transmettre par courriel à l'adresse FournituresdeLab.LabSupplies@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

6.0 Présentation des réponses

Pour répondre à la présente DDR, les répondants devront obtenir un exemplaire de l'annexe A, Ébauche de DOC, et de l'annexe B, Sondage. Les répondants peuvent demander ces documents par courriel à l'adresse FournituresdeLab.LabSupplies@pwgsc-tpsgc.gc.ca

On demande aux répondants de faire parvenir leurs réponses par courriel à l'adresse FournituresdeLab.LabSupplies@pwgsc-tpsgc.gc.ca avant la date et l'heure indiquées à la page 1 de la présente DDR.

Les répondants doivent s'assurer que les demandes de documents et les réponses par courriel comportent le numéro de la DDR à la ligne d'objet.

Dans un effort visant à éviter le dédoublement des réponses qui pourrait entraîner une asymétrie des résultats, TPSGC demande une réponse regroupée par fournisseur.

7.0 Aperçu des actuelles offres à commandes

Les actuelles offres à commandes principales et nationales (OCPN) concernant les fournitures de laboratoire présentent aux ministères une vaste gamme de produits et donnent un accès facile tant aux fournitures qu'aux produits chimiques.

Depuis 2009, 73 OCPN ont été émises dans le cadre d'un processus de qualification ouvert sans concurrence directe, dont 60 sont toujours actives. Les limites des commandes subséquentes ont été fixées à 40 000 \$ et la valeur des articles individuels devait être inférieure à 25 000 \$. Cela a donné aux ministères la capacité d'acheter la majorité des marchandises nécessaires au moyen d'une commande subséquente. Lorsque ces offres à commandes ont été émises, on estimait que les dépenses seraient inférieures à 20 millions de dollars par année.

Les offrants étaient autorisés à vendre des produits qui relevaient de certaines classifications de produits du United Nations Standard Product and Services Code (UNSPSC) et il n'y avait aucune restriction quant au nombre minimal de produits offerts ou au pourcentage de stockage. On a demandé aux offrants de fournir un rabais minimum par rapport à leur liste de prix publiée.

En raison du processus de qualification ouvert, des entreprises plus petites et spécialisées ont tiré parti du fait d'avoir très peu d'obstacles à surmonter.

En gérant cette offre à commandes, des secteurs clés recensés pour examen par TPSGC sont ressortis des leçons apprises, des demandes de renseignements et des commentaires reçus, ainsi que des utilisateurs finaux et des fournisseurs. Les voici :

- on ne pouvait réaliser des économies sans prix fermes;
- le système de classification des produits était trop vaste et on achetait des produits autres que des produits de base;
- les ministères avaient de la difficulté à cerner la classification UNSPSC qui s'appliquait à leur besoin;
- les offrants avaient de la difficulté à cerner la classification UNSPSC qui s'appliquait à leurs produits;
- les produits qui auraient dû être disponibles n'appartenaient à aucune des classifications;
- la durée de l'offre à commandes a empêché d'autres fournisseurs de se qualifier pour une période trop longue;
- les petites entreprises n'y voyaient pratiquement aucune utilité;
- dans les situations d'urgence, il n'existait aucun mécanisme provisoire pour permettre de dépasser la limite de la commande subséquente pour acheter des fournitures;
- il est difficile de gérer d'aussi nombreuses OCPN;
- la gamme de produits nécessaires est très vaste et il est difficile de la ramener à un seul panier qui représentera l'ensemble des besoins de nos clients;
- souvent, pour les tests en laboratoire, il faut que les résultats puissent être reproduits, ce qui signifie qu'il faut utiliser chaque fois les mêmes produits;
- il est difficile pour les clients de savoir quels rabais devraient s'appliquer et s'ils l'ont été.

8.0 Résumé de l'examen

À la suite de l'annulation de la dernière DOC en septembre 2014, TPSGC a réexaminé tous les commentaires reçus afin de cerner les principaux sujets de préoccupation pouvant avoir une incidence sur la réussite d'une stratégie future.

Les aspects clés suivants ont été ciblés pour une révision :

- la méthode d'établissement des prix;
- la méthode d'évaluation;
- le panier de biens.

Les préoccupations de l'industrie soulevées dans le cadre de la DDR précédente et mentionnées lors de la conférence des soumissionnaires portaient principalement sur les sujets suivants :

- fluctuations du marché;
- difficulté d'évaluer des produits parce que très peu d'entre eux sont identiques;
- difficulté de répondre aux besoins du client si le panier de biens est trop restrictif;
- trop d'insistance sur le prix et pas suffisamment sur la valeur.

Les commentaires reçus au terme de la conférence des soumissionnaires incluaient les préoccupations suivantes :

- critères de qualification restrictifs;
- la capacité d'offrir un site Web personnalisable n'est pas offerte de façon générale par l'industrie;
- complexité de la méthode d'établissement des prix;
- on pourrait obtenir de meilleurs prix avec des commandes groupées à la place du conditionnement;
- il est difficile pour des marques nationales de concurrencer en raison de la méthode d'établissement des prix;
- la façon dont les renseignements seront communiqués à la suite d'une demande en vertu du programme d'accès à l'information reste à déterminer;
- cela menacerait les relations d'affaires à long terme parce que c'est le fournisseur le moins-disant qui obtiendrait le marché.

9.0 Processus révisé pour établir des OCPN concernant les fournitures de laboratoire

Les offres à commandes actuelles concernant les fournitures de laboratoire seront remplacées par un cadre concurrentiel qui exige une liste statique de produits et des prix fermes pour la durée de l'offre à commandes.

Durée proposée : 1 an + 2 périodes facultatives d'un an

Valeur estimative globale : 60 millions de dollars

Valeur initiale par OCPN : 500 000 \$

Nombre maximum d'OCPN : 10

Méthode d'évaluation : critères cotés

Veuillez vous reporter à l'annexe A pour obtenir plus de renseignements sur le processus d'évaluation.

Les listes de produits de l'OCPN seront élaborées et les renseignements seront publiés uniquement aux fins des commandes subséquentes par le gouvernement du Canada. Les ministères continueront de recourir aux bons de commande locaux (BCL) pour les produits moins dispendieux qui ne sont pas énumérés dans les OCPN.

Si un ministère croit qu'il a un besoin d'une méthode d'approvisionnement de rechange ou qu'il a cerné un besoin qui n'a pas été pris en compte, il lui appartiendra de faire connaître ce besoin à TPSGC. TPSGC examinera le besoin et ses données historiques, recommandera la meilleure stratégie d'approvisionnement et collaborera avec le ministère pour la mettre en œuvre.

9.1 Contexte

Les offres à commandes procurent aux ministères une efficacité administrative et leur donnent une certaine assurance quant à la qualité et la disponibilité de produits. Elles font aussi en sorte que les prix offerts respectent les normes de l'industrie.

9.2 Évaluation

Pour pouvoir participer à une OCPN, les offrants doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- démontrer qu'ils sont en affaires depuis au moins trois ans au moment de la présentation d'une soumission;
- avoir eu un volume de ventes annuelles de fournitures de laboratoire d'au moins 1 000 000,00 \$CAN au cours de chacune des trois (3) années précédentes;
- le cas échéant, avoir l'autorisation du fabricant de distribuer les biens;
- avoir la capacité de fournir ses biens à l'échelle nationale;
- avoir la capacité de fournir un service après-vente et un service de soutien pour les articles offerts, ou d'en assurer la coordination;
- le cas échéant, avoir des certifications valides relatives aux produits;
- offrir des prix et des rabais fermes pour la durée de l'offre à commandes, y compris pour toute période de prolongation.

Des points seront octroyés à tous les autres facteurs soumis à l'évaluation en fonction d'éléments comme le nombre de produits offerts, la structure des rabais et les critères de valeur ajoutée.

Au plus dix (10) offres affichant les notes les plus élevées seront recommandées pour l'émission d'une offre à commandes.

9.3 Solutions de rétroaction

Les modifications précises en réponse aux commentaires reçus sont les suivantes :

9.3.1 DDR

1) Fluctuations du marché

Il est entendu qu'il arrive souvent que le prix du fournisseur est lié à la valeur du dollar canadien.

Étant donné qu'il s'agira d'une offre à commandes concurrentielle comportant une partie des critères d'évaluation reliés à la structure des rabais, cette dernière doit être ferme pour la durée de l'offre à commandes, y compris toute période de prolongation.

Si le Canada décide d'exercer une période d'option, les fournisseurs auront la possibilité de mettre à jour la liste de prix publiée avant la prolongation.

2) Difficulté d'évaluer les produits parce que très peu d'entre eux sont identiques.

TPSGC doit fournir à nos clients une gamme vaste et diversifiée de produits dont la qualité varie. Le principal objectif du panier de biens sera d'évaluer la capacité de l'offrant de donner à nos clients l'accès à la gamme la plus vaste possible de produits du panier de biens.

Le panier de biens sera élaboré de concert avec la GILF et un produit provenant de chacune des catégories UNSPSC mentionnées dans les offres à commandes en vigueur. Dans le but d'éviter la discrimination contre des produits dont la qualité varie, les spécifications techniques utilisées pour l'évaluation du panier de biens seront minimales. Par exemple, un produit peut être

un b cher, un verre, transparent, contenant 750 ml.

On s'attendra à ce que les offrants indiquent le numéro de pièce de leur catalogue pour le produit qui répond à ces spécifications minimales et qu'ils fournissent également la documentation technique établissant la conformité. La documentation technique peut être envoyée par voie électronique sur CD ou DVD ou en tant que lien à un site Web.

- 3) Les besoins des clients sont variés et le fait d'accepter uniquement les produits du panier de biens restreindra le choix des produits.

Il est entendu qu'en permettant uniquement l'inclusion d'un panier de biens, le nombre et la gamme des produits autorisés disponibles par le truchement de l'offre à commandes seront restreints. Cette disposition a été modifiée dans l'OCPN précédente afin de permettre aux offrants d'ajouter d'autres articles à leur discrétion.

Cependant, une mesure de succès pour la présente stratégie sera la capacité pour nos clients de pouvoir recourir à une commande subséquente pour acheter la majeure partie des biens pour un besoin donné. Une façon d'y parvenir est de donner aux offrants la capacité d'inclure tout leur catalogue de produits, à la condition que les produits offerts soient considérés des fournitures de laboratoire et que la valeur de chacun des articles ne dépasse pas 10 000 \$, taxes applicables exclues.

- 4) Trop d'insistance sur le prix et pas suffisamment sur la valeur

Insister davantage sur la valeur tout en créant des rapports coûts-efficience et des économies d'échelle, la structure de rabais offerte ainsi que les critères de valeur ajoutée seront évalués.

TPSGC n'évaluera pas le prix en fonction de produits techniquement équivalents, éliminant ainsi le problème de la qualité variable des produits.

9.3.2 Conférence des soumissionnaires

Voici les solutions aux problèmes qui n'ont pas encore été résolus :

- 1) Les critères de qualification sont trop rigoureux.

En passant à une évaluation cotée, les offrants ne seront pas disqualifiés pour ne pas respecter le critère du nombre minimal de produits. Cependant, étant donné que notre but est de créer un vaste choix de fournitures de laboratoire, plus de points seront octroyés aux offrants qui ont un plus grand nombre de produits.

- 2) La commande personnalisable en ligne ne peut pas être offerte par tous les fournisseurs.

Un système de commandes personnalisables en ligne ne fera pas partie des critères obligatoires Il a été inscrit en tant que critère de valeur ajoutée, des points étant octroyés aux fournisseurs qui peuvent l'offrir.

3) Les entreprises dont les gammes de produits sont étroites et spécialisées ne peuvent pas se qualifier pour une OCPN.

Il sera difficile pour les fournisseurs dont les gammes de produits sont étroites ou qui n'offrent que quelques produits spécialisés de se qualifier. Cependant, pour plus de facilité et aux fins d'efficacité administrative, l'un des objectifs de ces OCPN est de donner aux ministères et organismes l'accès à des fournisseurs qui peuvent répondre à la majorité de leurs besoins quotidiens en fournitures de laboratoire au moyen d'une commande subséquente.

4) La façon dont les renseignements seront communiqués à la suite d'une demande dans le cadre du programme d'accès à l'information est déterminante.

Tout offrant qui envoie une soumission accepte d'être lié par les modalités et conditions de l'offre à commandes. Une condition générale de l'offre à commandes est que l'offrant reconnaît les responsabilités du Canada en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et doit, dans toute la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités.

5) Les relations d'affaires bâties durant plusieurs années pourraient subir un préjudice parce que le marché serait attribué au fournisseur le moins-disant.

Les fournitures de laboratoire et les produits chimiques de laboratoire ne sont pas des marchandises obligatoires. Par conséquent, les clients ne sont pas tenus de les utiliser et peuvent continuer d'émettre des bons d'achat locaux ou de consentir des marchés dans les limites des autorisations ministérielles aux entreprises qui offrent une meilleure valeur, à la condition de respecter la politique du Conseil du Trésor et toute autre politique en matière d'approvisionnement propre à leur ministère ou organisme.